

Féminisme 6 Racisme 8 International 11 À Écouter 15

Femmes dans l'armée: égalité ou domination?

Une lutte collective pour la dignité et le droit de circuler

Massacre silencieux dans le Haut-Karabakh

Angela Davis: une lutte sans trêve



Édito

CHANGEONS DE SYSTÈME AVANT QU'IL NOUS CRAME!

L'été qui s'achève aura été – à nouveau – celui de tous les records. Un mois de juillet le plus chaud jamais enregistré au niveau mondial avec des vagues de chaleur d'une intensité inédite aux USA, Japon, Afrique du Nord; une canicule exceptionnellement tardive

en Europe; des inondations en Chine, Slovaquie, Inde; des orages redoutables dans le nord de l'Italie ou à la Chaux-de-Fonds et surtout des incendies monumentaux au Canada, en Grèce, en Sicile, en Algérie ou à Hawaï où la ville de Lahaina a été rayée de la carte. À cela

s'ajoutent des océans bouillants et une fonte hors norme de la banquise antarctique. Cette liste, loin d'être exhaustive, s'allonge chaque jour, alors même que le phénomène El Niño commence tout juste à faire sentir ses effets.

Si la hausse de température mesurée actuellement

correspond aux prévisions des modèles, les impacts dépassent les pires attentes. Et ce sont les plus vulnérables qui trinquent en premier. Or, nous ne sommes globalement qu'à +1,2 °C et les politiques actuelles nous emmènent vers +2,7 °C d'ici la fin du siècle: un cataclysme dans lequel de larges parts de la planète deviendraient inhabitables.

Ce n'est pas une « nouvelle normale »: c'est un processus qui ne fera qu'empirer tant qu'on continuera à brûler des énergies fossiles. →

International

12

LES ANTI-AUTORITAIRES SUR LE FRONT UKRAINIEN

Notre seule chance de stabiliser le climat est d'atteindre au plus vite la neutralité carbone partout. Le défi est immense et l'urgence devrait être totale.

Or, malgré leurs promesses, les gouvernements continuent d'appuyer sur l'accélérateur. La décision du premier ministre britannique Rishi Sunak de valider une centaine de projets pétro-gaziers dans la Mer du Nord, tout en prétendant garder le cap vers le *net-zero* n'est qu'un exemple parmi d'autres du degré ahurissant de duplicité atteint dans le déni climatique des puissants.

La Suisse ne fait pas mieux : après avoir soutenu la – très minimale – loi climat acceptée en votation en juin dernier, le Conseil fédéral prévoit d'investir 35 milliards dans de nouvelles autoroutes ces prochaines années. Un premier paquet de 5,3 milliards devrait être voté par le Parlement prochainement. La bataille référendaire qui va s'ouvrir à ce sujet est cruciale pour pointer les contradictions d'un système qui prétend « agir » tout en renforçant encore notre dépendance collective à des infrastructures énergivores et destructrices.

Les choses sont claires : notre survie dépend d'une rupture radicale avec un système qui continue à subventionner les énergies fossiles à raison de 13 millions de dollars chaque minute, pendant que les géants du secteur alignent les profits records.

Prendre en mains publiques l'énergie, l'eau et le sol pour organiser la sobriété de manière solidaire et démocratique, engager un tournant radical dans la politique des transports, prendre sur les profits immobiliers pour isoler les logements, défendre une transformation agroécologique vers la souveraineté alimentaire, lutter contre le déni et les fausses solutions... Des propositions que nous défendons d'ailleurs en vue des élections fédérales d'octobre prochain et pour lesquelles nous manifesterons le 30 septembre à Berne.

Dans un monde en feu, il n'est plus tenable de n'être que 0,1% d'activistes. Soyons des millions !

Thibault Schneeberger

AGENDA

National

VE 15 SEPT.
GRÈVE MONDIALE DU CLIMAT
Différentes villes de Suisse

Neuchâtel

VE 8 SEPT.
IN TREES
Concert gratuit dans le cadre de la campagne électorale
18h Barraquito, Serrières

SA 9 SEPT.
MARCHÉ GRATUIT
Dès 9h marché de Chaux-de-Fonds

VE 29 SEPT.
MANIFESTATION CONTRE LA VIE CHÈRE ET L'AUGMENTATION DES PRIMES MALADIE + CRITICAL MASS
17h 30 Neuchâtel

VAUD

JE 28 SEPT.

QUEL SYSTÈME POUR DES RETRAITES DIGNES?

Conférence-débat avec

Danièle Axelroud (Membre du Groupe de travail retraites de la Grève féministe)
Pietro Boschetti (réalisateur de *Protokoll une histoire cachée du 2^e pilier*)
et Hadrien Buclin, chercheur et candidat au Conseil des États

19 H

FERME DU MANOIR, NYON

NATIONAL

SA 16 SEPT.

MANIFESTATION POUR LES SALAIRES ET LE POUVOIR D'ACHAT

13H30

BERNE (DÉPART SCHÜTZENMATTE)

NATIONAL

SA 30 SEPT.

MANIFESTATION NATIONALE POUR LE CLIMAT

14 H

BERNE (DÉPART DU BOLLWERK)

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Vaud

SA 2 SEPT.
STAND POUR LA JOURNÉE UNITAIRE POUR LE SALAIRE MINIMUM
9h-15h rue Centrale, Lausanne

ME 13 SEPT. → JE 12 OCT.
CHILE 1973-2023: MÉMOIRES DU COUP D'ÉTAT
Exposition, conférences, projections et spectacles
Pôle Sud, Lausanne

MA 3 OCT.
CRISE ÉCOLOGIQUE - RÉPONSES POLITIQUES
Conférence-débat avec
→ Julia Steinberger (chercheuse en économie écologique)
→ Cédric Durand (économiste - institut La Boétie)
→ Ella-Mona Chevalley (titulaire d'un Master en Sciences de l'Environnement et candidate au Conseil des États)
19h Lausanne (lieu à confirmer)

Impressum	Tirage	Abonnements
Éditeur Journal solidarités Case postale 2089 1211 Genève 2 T +41 22 740 07 40 E journal@solidarites.ch W solidarites.ch/journal	5 000 exemplaires 17 n° par an Comité éditorial Clara Almeida Lozar Nadja Baddoui Clément Bindschedler Margaux Long Pierre Raboud	Annuel Étudiant.e.s, chômeur.seuses, AVS/Al... Soutien 3 mois à l'essai Pour payer: Demandes d'abonnement et changements d'adresse: ▶ abos@solidarites.ch
Neémie Reutsch José Sanchez Thomas Vachetta Antoine Véliz Relecture Luna Allou Nathalie Delbrouck Anouk Essyad Clara Fontalaz	Gaëlle Kovalliv Aude Martenot Guy Rouze Françoise Mos Maquette et mise en page Nils Wehrspann Couverture Grève du climat, Genève, oct. 2021. Photo: Eric Roset	fr. 80 40 150 Gratuit!

Contacts régionaux du mouvement
Genève 25, rue des Gares Case postale 2089 1211 Genève 2 T +41 22 740 07 40 E info@solidarites.ch W solidarites.ch/genève
Fribourg/Freiburg Case postale 532 1701 Fribourg E fribourg@solidarites.ch
Neuchâtel Case postale 3105 2001 Neuchâtel T +41 77 502 79 53 E ne@solidarites.ch W solidarites.ch/ne
Vaud 5 place Chauderon 1003 Lausanne T +41 79 302 38 34 E vaud@solidarites.ch W solidarites.ch/vaud

FACE À LA BARBARIE QUI VIENT, RÉOUVRIR UNE POSSIBLE ALTERNATIVE

La coalition Ensemble à Gauche (EàG) présente Ella-Mona Chevalley et Hadrien Buclin au Conseil des États et au Conseil national, au côté de 17 autres candidat·e·x·s engagé·e·x·s sur le terrain, au sein des mouvements sociaux, des syndicats, du milieu associatif et des luttes locales. Une liste pour porter une alternative unitaire, féministe, écosocialiste, antiraciste et solidaire.

Le contexte actuel est très préoccupant : pandémie mondiale, retour de l'inflation, guerre d'agression impérialiste depuis bientôt un an et demi en Europe, explosion du prix de l'énergie. En parallèle, la crise écologique s'accélère, produit d'un système basé sur le profit et l'accumulation sans fin.

L'été catastrophique qui se termine n'est jamais que le moins chaud des 100 prochaines années... Pourtant, ce sont la droite et l'extrême-droite qui sont en progression; au front sur tous les sujets réactionnaires comme l'UDC qui se bat contre la chimère du « wokisme » ou tente d'attaquer le droit à l'avortement. Indice alarmant, aux dernières élections cantonales, les exécutifs vaudois et genevois sont passés à droite.

Cette dynamique s'inscrit dans une tendance internationale de rapprochement idéologique entre la droite ultralibérale et l'extrême-droite réactionnaire et xénophobe, sur fond de dédramatisation et de progression de cette dernière. Partout se succèdent les attaques antisociales et réactionnaires. On pense notamment au gouvernement de Melloni en Italie qui multiplie les attaques contre les personnes LGBTQIA+, précaires et immigré·e·x·s.

Pourtant, les sondages montrent que les principales préoccupations de la population ne portent ni sur des paniques identitaires, ni sur la peur d'une prétendue invasion migratoire, mais sur la dégradation de ses conditions matérielles de vie. Le dernier sondage réalisé par *Le Temps* place le changement climatique en tête, les soins de santé, la pauvreté et les inégalités sociales, l'inflation et après seulement, le contrôle de l'immigration.

C'est dans ce contexte qu'Ensemble à Gauche a un rôle à jouer. Nous n'abordons pas ces élections fédérales pour faire croire que résoudre les problèmes passe par l'élection des « bon-ne-s » représentant·e-s qui sauront adopter des « bonnes » lois. Nous continuons à penser que tout changement réel viendra d'en bas, des luttes, de la mobilisation collective et de l'auto-organisation du plus grand nombre. Nous souhaitons à travers cette campagne réouvrir une possible alternative; montrer qu'il existe une autre politique, solidaire, féministe, écologique, d'accueil digne et antiraciste.

S'il n'y a pas de liste d'union, il y a une liste des unitaires

Dans ce contexte, notre priorité est de construire l'unité à la gauche de



Ella-Mona Chevalley, titulaire d'un Master en Sciences de l'Environnement de 25 ans et Hadrien Buclin, chercheur de 37 ans, sont candidat·e·s au Conseil des États

la gauche. Face à une droite qui se durcit et mène une politique antisociale, alors que le Parti socialiste tout comme les Vert·e·s ont abandonné, dans leur politique concrète, toute perspective de réforme un tant soit peu sérieuse du système capitaliste, notre camp doit chercher à construire des fronts unitaires capables de faire apparaître une alternative crédible pour le plus grand nombre.

Certes, Ensemble à Gauche est confrontée au POP Vaud qui préfère faire cavalier seul. Quant aux jeunesses vertes et socialistes, elles n'ont pas l'autonomie politique nécessaire pour se détacher des partis qui financent leur campagne, espérant ainsi avoir droit à quelques strapontins communaux ou cantonaux. Cela n'empêchera pas notre coalition de continuer de construire des fronts larges et unitaires, ou de proposer à ces organisations et à toutes celles qui le souhaitent de porter ensemble une politique de rupture.

Renforcement de la coalition: Ensemble à Gauche à portée de siège

Quoi qu'il en soit, nous avons de sérieuses chances d'envoyer un·e candidat·e à Berne! En 2019, nous avons raté le siège de quelques

dizaines de bulletins. Depuis, la coalition a réussi à se renforcer et à se faire connaître comme force politique dans le canton et ses composantes se sont renforcées : décroissance alternatives est devenu la première force politique de Vevey et s'est fortement implanté dans la Riviera. Solidarité & Écologie, de son côté, a connu une croissance et un renforcement constant depuis 2019. Désormais, ses membres interviennent dans la vie politique de la ville d'Yverdon-les-Bains et dernièrement, leur candidate Ella-Mona Chevalley était même en tête au premier tour de l'élection complémentaire de la Municipalité. On lâche rien!

Reflète de cette dynamique, la liste d'Ensemble à Gauche réunit des candidat·e·s engagé·e·s, à même de défendre nos propositions : C'est la liste la plus féminisée, avec 58 % (en comparaison la liste Jeunes UDC ne compte aucune femme); c'est également une liste très jeune et diversifiée en termes socio-professionnels et géographiques dans le canton. Enfin, elle s'est enrichie de quatre indépendant·e·s de Morges, Nyon, Leysin et Lausanne. Bref, une liste plurielle et combative!

Guillaume Mathey

ON N'A PLUS LE TEMPS, CRÉONS LE CHANGEMENT!

Deux ans après une crise ayant fortement aggravé les inégalités au sein de la population mais aussi démontré que des mesures urgentes et radicales peuvent être prises, Ensemble à Gauche se lance dans la campagne pour les élections fédérales avec des propositions applicables dès demain.

Dans le contexte d'un réarmement global lié à la guerre en Ukraine, d'une crise sociale de grande ampleur et d'une urgence climatique qu'il n'est plus possible de nier, il est temps de faire entendre une autre voix et de

porter un discours de changements radicaux dans les plus hautes instances de notre pays. Même si le renouveau des mouvements sociaux, avec une Grève féministe qui a démontré sa vigueur le 14 juin dernier et les mouvements Climat qui réin-

vestiront la place fédérale le 30 septembre prochain, donne de l'espoir d'un changement initié dans la rue, il paraît fondamental de ne pas délaissier pour autant le parlement.

Ces quatre dernières années, celui-ci a mené une politique antisociale et écologiquement catastrophique, participant à la destruction progressive du vivant. Les augmentations importantes du budget de l'armée et celle à venir du fonds Forta permettant pour cinq milliards de création d'autoroutes supplémentaires ne peuvent être laissées sans réelles contradictions au sein du parlement. C'est également le cas concernant le non-partage des richesses qui laisse près d'un million de suisse-ses dans la pauvreté d'un pays qui n'a pourtant jamais connu autant d'ultra riches.

Aucune voix perdue

On n'a plus le temps, créons le changement ! Le slogan ayant animé la campagne cantonale de la coalition est décidément plus que jamais brûlant d'actualité.

Nous partagerons nos combats et nos listes avec nos alliés du DAL et du Parti du Travail, dans la lignée du travail effectué ensemble depuis plus d'une année. Solidarités présentera 5 candidat-es pour le national et un pour le Conseil des États. Avec des personnalités qui ont, pour l'instant, peu été mises en avant dans le cadre de campagnes électorales, nous continuons de nous partager responsabilités et mise en lumière, en adéquation avec nos valeurs.

Les deux listes sont paritaires, diversifiées en termes d'âges et d'engagements de luttes. La liste

EàG pour le National sera apparentée aux autres listes de gauche pour qu'aucune voix ne soit perdue ! Les candidat-es d'EAG ont toutes en commun l'ambition de vouloir sortir d'une politique des petits pas et d'oser défendre un programme radical, vecteur de changements. Celui-ci porte des revendications essentielles en matière d'écologie, de féminisme et de justice sociale.

Il se propose d'articuler des propositions concrètes, pour une refonte des systèmes injustes et inefficaces d'assurances-maladies et de retraites, pour une meilleure protection des locataires et des salarié-e-x-s, pour un véritable accueil des personnes en exil, pour une plus grande solidarité internationale en faveur de la paix, pour rompre avec le patriarcat, pour lutter contre la pauvreté et la précarité et surtout pour un vrai tournant en matière de politique d'environnement, de mobilité et d'énergie.

Demandez le programme !

La coalition a construit un programme court articulé en 12 mesures applicables dès demain. Parmi les plus urgentes, nous demandons :

- L'arrêt de l'extension du réseau autoroutier et le développement de la mobilité douce
- Une caisse maladie unique publique avec des primes en fonction du revenu et la couverture pour toutes incluant notamment la santé mentale, dentaire et les soins ophtalmologiques
- Un salaire et des rentes minimum au niveau national, indexé, de 5000 francs par mois
- Le remboursement intégral des frais de santé sexuelle et reproductive
- Le contrôle public de l'utilisation des ressources essentielles et la tarification progressive des prix de l'énergie et de l'eau
- La création d'un revenu de reconversion écologique et sociale.

L'ensemble de ces points seront présentés à la presse le lundi 4 septembre prochain. Ils seront également mis en avant lors de quatre soirées-débats qui seront organisées tout au long de la campagne. Sur les thèmes de la vie chère, l'écologie, le féminisme et les assurances sociales, elles accueilleront des invité-es et des candidat-es particulièrement motivé-es à faire entendre une autre voix.

Groupe de campagne solidarités Genève ■



Guillaume Thion, 35 ans, assistant social, militant au SSP et membre d'Actif-traffic est le candidat de solidarités au Conseil des États



Nathalie Delbrouck, Leana Ebel, Solenn Ochsner et Mila Meury-Touré, candidates de solidarités au Conseil national

Neuchâtel

Élections

PRODUIRE MOINS. PARTAGER MIEUX. DÉCIDER ENSEMBLE

Solidarités Neuchâtel présente quatre candidates pour l'élection au Conseil national pour porter la voix de nos luttes quotidiennes dans l'espace public et idéologique.

La réalité ne se transforme pas par l'adoption de lois faites en Parlement. Nous savons que ce sont les mouvements sociaux qui forment les forces vives capables d'influer sur la lutte à mort du camp des exploiters, des marchands de pétrole et des cyniques riches à milliards contre la majorité sociale des travailleurs et des travailleuses. Mais porter nos re-

vendications dans l'espace électoral participe à la construction d'un imaginaire collectif émancipateur et des bases d'une organisation capable de porter des ruptures révolutionnaires et de résister à la réaction toujours plus menaçante.

C'est la tâche de solidarités, qui ne peut distinguer son travail de base de la contestation électorale du pouvoir.

Campagne joyeuse et variée

Après un été 2023 cataclysmique partout dans l'hémisphère Nord et le renforcement de l'extrême-droite internationale, notre lutte idéologique se mènera par une campagne faite de solidarité concrète, de mobilisations collectives, de stand et de distribution.

Nous participerons ainsi aux manifestations syndicales pour les salaires le 16 septembre et pour le climat le 30 septembre 2023 à Berne, mais aussi à une mobilisation contre la vie chère et l'augmentation des primes maladie le 29 septembre à Neuchâtel.

Nous organisons également un concert avec le groupe In Trees au Barraquito de Serrières le 8 septembre, un marché gratuit à La Chaux-de-Fonds le 9 septembre et une soupe solidaire le 7 octobre à Neuchâtel.

Programme écosocialiste, féministe et antiraciste

Nous tisserons notre campagne autour du mot d'ordre « *Produire moins, partager mieux, décider ensemble* ». Cela débute ainsi par le rappel d'un impératif écologique qui doit répondre à une nécessité sociale tout en nourrissant notre utopie démocratique et égalitaire. Nos revendications sont ainsi tant fondamentales et radicales pour certain·e·s qu'immédiates et tangibles pour d'autres.

Nous reprenons ainsi la proposition rose-verte vaudoise d'un AG CFF à 1000 francs par an, mais revendiquons toujours la réduction drastique du temps de travail sans perte de salaire, l'intégration de la LPP dans l'AVS ou encore la liberté d'établissement.

Nos candidates

Comme miroir militant à la députation neuchâteloise exclusivement masculine du Conseil national, nous avons décidé de présenter quatre femmes pour porter le combat de notre organisation et des mouvements sociaux auxquels nous participons.

Nathalie Delbrouck est chaux-de-fonnière et fer de lance de notre référendum contre le contournement routier de la Métropole horlogère et des Critical Mass dans le canton. Elle est également une militante de fortune du droit de manifester à Neuchâtel pour avoir bravé l'acharnement juridico-policiers consécutif au charivari contre la journée annuelle de l'Association suisse des banquiers de 2022 à Neuchâtel.

Leana Ebel est formatrice d'adultes et militante de la défense des exilé·e·s, très engagée pour la reconnaissance des violences de genre durant le parcours migratoire comme motif d'asile.

Mila Meury-Touré est travailleuse sociale dans la protection de l'enfance et conseillère générale en Ville de Neuchâtel.

Solenn Ochsner est secrétaire syndicale dans le secteur de l'industrie à Unia et très active dans divers mouvements sociaux, en particulier la grève féministe et les collectifs de militant·e·s climatiques. Elle est également parlementaire suppléante en Ville de Neuchâtel.

Sortir Bauer des États

Notre liste au Conseil national est apparentée à l'ensemble de la gauche neuchâteloise (PS, Vert·e·s et POP). L'élection au Conseil des États se dispute à Neuchâtel à la proportionnelle sans apparentement, ce qui est une bêtise démocratique et arithmétique. La droite partant plus divisée que la gauche, les têtes de listes socialiste et verte, Baptiste Hurni et Céline Vara, pourraient être en position de coiffer sur le poteau le très droitier PLR Philippe Bauer. C'est pour conserver une chance de défaire l'adversaire chevronné des salaires minimaux et de la protection des travailleurs·euses que nous n'avons pas présenté de liste au Conseil des États.

Voter solidarités, ce n'est pas seulement contribuer à élire des parlementaires de gauche. C'est renforcer au maximum, face à la droite, le camp des idées féministes, antiracistes, écologiques et sociales. C'est annoncer que pour ce combat nous sommes prêt·e·s à nous mobiliser le plus largement possible.

Dimitri Paratte

→ solidarites2023.ch



Sina Guntern / DDPS

Photomontage pour promouvoir le recrutement des femmes dans l'armée suisse.

Féminisme National

FEMMES DANS L'ARMÉE: ÉGALITÉ OU DOMINATION?

L'armée suisse, obsédée par son image publique, tente depuis plusieurs années d'incorporer des femmes dans ses rangs afin de redorer son blason au prisme de l'égalité hommes-femmes. Qu'en est-il réellement pour celles qui choisissent de la rejoindre ?

Actuellement, la conscription obligatoire ne concerne que les personnes enregistrées comme hommes à l'état civil. Néanmoins, les personnes enregistrées comme femmes peuvent faire une demande spéciale afin de rejoindre cette dernière. L'armée suisse peine néanmoins à convaincre puisque les femmes représentaient en 2022 seulement 1,4 % des effectifs.

Pourtant, ce chiffre augmente chaque année grâce à la propagande militaire. Cette dernière repose particulièrement sur un principe qui régit son fonctionnement : l'égalité hommes-femmes. Si on écoute sa communication, l'armée serait une utopie *gender-blind*, où l'on traite indistinctement les soldats et les soldates.

Le recrutement, première instance d'exclusion des femmes

La chercheuse Stéphanie Monay a consacré sa thèse de doctorat à la question des femmes dans l'armée suisse. Ses premiers constats concernent le recrutement, étape initiale et décisive concernant la formation et la carrière militaire. L'institution repose sur un modèle de masculinité viril ainsi que sur une vision traditionnelle des rôles de genre, pensés comme essences indépassables. Ce modèle crée une hiérarchie sociale au sein de la troupe selon les capacités physiques et guerrières de cette dernière.

Ce principe se retrouve dès le recrutement où les tests physiques

représentent le seul critère qui déterminera la future fonction du/de la soldat·e et son placement au sein de cette pyramide sociale (les tests psychologiques ne servent qu'à réformer, pas à qualifier). Au sommet, les fonctions belliqueuses et les plus physiques tel que les grenadiers, à sa base les fonctions associées à la « féminité » tel que les troupes sanitaires.

Reprenant cette vision, les recrues féminines volontaires cherchent généralement à intégrer les fonctions valorisées. Elles font alors face à une double barrière. Premièrement, l'institution rappelle aux femmes qu'elles sont par essence plus faibles physiquement que les hommes et les dirige activement vers les fonctions

« féminines ». Deuxièmement, le recrutement n'est pas adapté aux femmes, mais reprend simplement le modèle masculin existant. Du fait de socialisations, notamment sportives, différenciées entre hommes et femmes, ces dernières sont désavantagées par l'« égalité de traitement » des tests physiques du recrutement et se voient souvent exclues des fonctions prestigieuses.

La sexualité, responsabilité féminine

Au-delà des discours biologisants et infériorisants de l'armée, la chercheuse relève que cette dernière fait peser un soupçon sexuel sur les femmes, qui apporteraient avec elles la sexualité dans la caserne, ainsi que la charge de régler ce « problème ».

L'armée attend ainsi une auto-contrainte des femmes afin qu'elles « ne posent pas problèmes ». Les règles varient entre casernes et écoles de recrues mais peuvent inclure l'interdiction du maquillage, des bijoux, etc. ainsi que la séparation physique des femmes (bâtiments non-mixtes pour femmes par exemple).

Une autre mesure que la chercheuse relève dans la majorité des casernes consiste à garantir la présence de deux supérieur·e·s au minimum lors des contrôles en chambre (contrôles quotidiens de la bonne tenue des chambres) ou lors d'entretiens. Ceci a pour but avoué non pas d'éviter les agressions sexuelles de la part des supérieur·e·s, mais bien de prévenir ces dernier·ère·s de fausses accusations, quand bien même les réelles agressions sont monnaie courante.

Les estimations de l'armée étatsunienne tablent que 8,4 % de ses effectifs féminins ont subi une agression sexuelle pour la seule année 2021. Une enquête réalisée au sein de l'armée suisse entre janvier et mars 2023 (publication prévue fin 2023) devrait éclairer la situation helvétique. Néanmoins, les multiples articles de presse qui relatent ces agressions, malgré un muselage médiatique de l'armée, ne laissent pas présager une meilleure situation en Suisse.

La sexualisation des femmes, élément constitutif militaire

La sexualisation des femmes est pourtant une pratique commune et essentielle à la « culture » militaire, même lorsque celles-ci sont absentes physiquement. À l'armée on parle des femmes sur le registre des rumeurs sexuelles. Puisque le sexe est considéré comme avilissant par l'institution, ces bruits de

couloir portent généralement sur une femme externe à la caserne (ou à la section) qui se serait « tapé toute la caserne », acte dégradant par excellence et donc projeté sur l'extérieur/l'autre. Ces rumeurs, omniprésentes dans les conversations, servent de rappel à l'ordre aux femmes et rappellent le coût social, exclusivement féminin, attaché à l'activité sexuelle.

La chercheuse relève, par ailleurs, qu'afin de se délier du stigmate de la « putain » qui circule en permanence, les femmes reproduisent ce discours pour s'en distancer elles-mêmes. Cette reproduction passe par une typologisation des motivations féminines à rejoindre l'armée. Existe selon cette logique deux catégories de femmes : celles qui viennent à l'armée dans une perspective de projet (personnel, professionnel), catégorie dans laquelle les interviewées se placent, et celles qui viennent à l'armée dans la recherche de partenaires sexuels. Néanmoins, ces tactiques ne prémunissent pas les femmes d'une sexualisation systématique par leurs homologues masculins.

L'égalité sur le papier, le sexisme sur le terrain

L'égalité hommes-femmes revendiquée par l'armée suisse peine

face à la réalité du terrain. L'institution les intègre dès le premier jour dans une perspective d'infériorité biologique indépassable. Néanmoins cette intégration, déjà différenciée, dans ce bastion masculin est effectuée à contre-cœur par l'armée. Les femmes dérangent et on le leur fait savoir en les accusant d'amener avec elles la sexualité, perçue comme profondément problématique. La responsabilité de cette sexualisation leur incombe quand bien même ce phénomène est constitutif de la culture militaire qu'elle soit mixte ou exclusivement composée d'hommes.

Stéphanie Monay fait par ailleurs un dernier constat : « Il est [...] frappant de constater à quel point nos enquêtées ne développent nullement, dans le cadre de leur expérience dans un monde d'hommes, une < conscience de genre >. Le régime de genre dans lequel elles s'engagent, l'armée suisse, n'est pas remis en question, de même que la domination masculine plus généralement [...]. Les rapports sociaux de domination sont ainsi renforcés, et le régime de genre que représente l'armée participe alors à la reproduction de l'ordre social. » Loin de subvertir, l'armée renforce le genre comme système social.

Quelles revendications ?

La revendication principale concernant l'armée reste bien évidemment son abolition et non pas sa féminisation. Les travaux de Stéphanie Monay sont essentiels à un moment où la droite bourgeoise souhaite étendre l'obligation de service aux personnes enregistrées comme femmes à l'état civil au nom de l'« égalité des devoirs ».

Niveler par le bas et imposer un service militaire abrutissant, humiliant et violent à l'entière de la population ne sert que les intérêts de la bourgeoisie à laquelle l'institution militaire fournit une (ré)éducation nationaliste mais également patriarcale. L'armée valorise la supériorité masculine, la violence et fournit à ses hommes une arme de guerre à domicile : cocktail explosif qu'on retrouve impliqué dans les féminicides suisses.

L'accès aux armes est un facteur décisif dans les violences domestiques comme le relève un rapport de la confédération sur le sujet : « Du point de vue de la prévention des infractions de violence domestique [...], il est judicieux de restreindre l'accès aux armes. Des solutions purement techniques de sécurisation des armes [...] pour-

raient bien s'avérer insuffisantes dans le contexte de la violence domestique, d'une part parce qu'une arme à feu sécurisée peut encore être utilisée comme moyen de pression et, d'autre part, parce qu'il ressort de la recherche que, en ce qui concerne les < intimicides > (meurtre consommé de la partenaire ou du partenaire intime), l'acte criminel est dans une majorité de cas planifié [...] ».

Une revendication immédiate, et préconisée par ce même rapport, pourrait consister en une restriction sévère de l'accès aux armes. Le stockage des armes au domicile est une ineptie justifiée par le besoin d'une « mobilisation rapide » de la troupe. Bien pâle justification face aux violences perpétrées par ces armes mais également face aux vols de ces dernières.

En effet, chaque année, une centaine d'armes de service disparaissent dans la nature. Sur cette centaine, une vingtaine est retrouvée chaque année. Pour les 80 restantes, l'armée promet « tout [mettre] en œuvre pour prévenir les pertes ». Affirmation rassurante au possible lorsqu'on parle de fusils d'assaut automatiques...

Clément Bindschaedler



Viola Amherd a rendu rendre visite à ses troupes engagées à La Chaux-de-Fonds à la suite de la tempête, mardi 15 août.

À l'heure où les mêmes responsables agitent le spectre de nouvelles menaces pour justifier l'accroissement des budgets militaires, la manœuvre peut paraître grossière, voire comique. Sauf que les montants exigés, plus de 13 milliards de francs, ne font pas sourire.

Des moyens financiers ne seraient pas consacrés à d'autres menaces autrement plus réelles que les ombres de Wagner : la pauvreté sociale et le dérèglement climatique, par exemple.

Après avoir abattu quelques arbres et éteint des incendies de forêt, comment financer une transition climatique vers un univers sans combustibles fossiles ? Combattre les racines de ces menaces est un enjeu plus urgent que de simuler des conflits improbables.

Si un corps de protection civile peut se justifier, nul besoin de tenues de combat, de fusils ou de missiles. Les grêlons ne se laisseront pas impressionner, même par les F-35. Et pour s'en protéger, il y a d'autres solutions que les blindages.

José Sanchez

LA CRISE CLIMATIQUE AU SECOURS DE L'ARMÉE

Chaque catastrophe naturelle est désormais une opération de communication pour l'armée helvétique. La présence humaine en uniforme, venant en aide à des populations sinistrées et appuyant d'autres

types de secours, devient une justification de sa nécessité et de son indiscutable utilité.

Bien entendu, les chars Léopard et les FA-18 sont laissés dans leurs cavernes. Pour couper des arbres ou dégager une

route, des moyens plus légers et moins létaux sont suffisants.

La présence des tenues de camouflage devient ainsi un alibi existentiel. La conseillère fédérale Viola Amherd, présente même blessée; les gradé-e-s de tous âges commentent devant des micros et des caméras judicieusement présentes tous les efforts dont ces soldat-e-s sont capables pour épauler les secours.

UNE LUTTE COLLECTIVE POUR LA DIGNITÉ ET LE DROIT DE CIRCULER

Retour sur la campagne #StopDublinCroatie et sur les conditions d'accueil et de renvois Dublin avec Sophie Guignard, secrétaire générale de Solidarité sans frontières.

De nombreuses personnes concernées ainsi que des collectifs romands portent depuis un an la campagne #StopDublinCroatie, qui dénonce les renvois des personnes en demande d'asile vers la Croatie. En effet, la Suisse s'appuie sur le règlement Dublin pour renvoyer vers la Croatie, alors que de nombreuses exactions y sont commises et que les droits n'y sont pas respectés. À la suite d'une visite en Croatie début juin de membres de Droit de Rester et de l'association

Solidarité sans frontières (SOSF), cette dernière publie le rapport *Spirale de la violence*.

Quels éléments ont motivé la délégation à se rendre en Croatie ? Les renvois Dublin vers la Croatie devraient être stoppés pour deux raisons. Premièrement, la liberté de mouvement. Chaque personne doit avoir le droit de choisir où elle a envie de reconstruire sa vie. Deuxièmement, toutes les personnes qui sont passées par la Croatie ont subi de la violence aux frontières et sont traumatisées. Renvoyer ces

personnes sous la responsabilité de l'État qui a perpétré ces violences est inconcevable.

Malheureusement, ces deux arguments ne suffisent pas. La seule manière d'empêcher juridiquement un renvoi Dublin, c'est de démontrer la prise en charge insuffisante qui serait réservée aux personnes renvoyées dans l'État Dublin responsable de la demande d'asile. Nous avons décidé de changer de stratégie et d'attaquer l'argumentation du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) sur ce volet-là.

Sur place, qui a répondu à vos questions ? Nous avons pu réaliser une vingtaine d'entretiens de personnes concernées sur place, puis nous avons rencontré des personnes travaillant dans des ONG croates, certaines indépendantes, d'autres mandatées par l'État.

Parmi les conditions d'accueil défectueuses, qu'est-ce qui t'a paru le plus alarmant ? L'accès à la santé est particulièrement inquiétant. Médecins du monde dispose de bien trop peu de personnel par rapport aux besoins. Il n'y a pas assez de psys, de pédiatres ou de personnes qui peuvent traduire. Or, la population requérante d'asile en Croatie souffre de traumatismes, dus aux violences subies à la frontière ou suite à un renvoi depuis la Suisse, par exemple. Mais le mandat de Médecins du monde a dû s'interrompre en mai 2023, parce que leur contrat n'a pas été renouvelé par le ministère de l'Intérieur...

En quoi la Suisse est-elle concernée ? La Suisse est le pays de destination pour certaines personnes,

soit parce qu'elles y ont de la famille soit parce qu'elles croient en une certaine tradition humanitaire, et c'est l'un des pays les plus riches d'Europe. Or, en 2023, la Suisse a émis plus de 1000 décisions de renvoi vers la Croatie. Ceci, sans aucun égard pour les vulnérabilités des personnes.

Nous avons assisté à des renvois de familles avec des enfants en bas âge, de femmes enceintes, de personnes malades, etc. C'est complètement délirant : le nombre de décisions de renvois par la Suisse excède la capacité totale d'accueil de la Croatie ! En effet, les deux centres Porin et Kutina totalisent à peine 800 lits.

La campagne #Stop Dublin Croatie paraît-elle novatrice par certains aspects ? Depuis le début, nous nous voyons régulièrement avec les personnes concernées lors de réunions, essayons au maximum de prendre les décisions ensemble. Nous nous approchons plus d'une dynamique de lutte collective que lors d'autres campagnes. Cela a ses bons et ses mauvais côtés : la solidarité et les échanges sont magnifiques, mais la charge émotionnelle peut être usante. Nous devons nous efforcer de prendre soin les unes des autres.

Quelles modifications de la politique d'asile suisse te paraissent urgentes ? La Suisse doit garantir un accès aux soins suffisant pour les personnes requérantes d'asile. Cet accès est important pour des raisons sanitaires, mais présente aussi un enjeu d'accès aux droits. L'état de santé est souvent très mal documenté pendant la procédure d'asile, ce qui mène à des décisions de renvoi prises sur une base incomplète.

De plus, nous avons constaté en Croatie et au contact des personnes renvoyées de force que les mesures de contrainte appliquées par la Suisse lors des vols spéciaux étaient rarement appliquées de manière proportionnée. Presque toutes les personnes nous ont confié s'être senties humiliées, traitées comme des criminelles. Dans la majorité des renvois, le niveau de sécurité 4 (vols spéciaux, avec entraves) a été appliqué sans tentative préalable de renvoi avec un niveau de sécurité inférieur. Rien ne justifie une telle débauche de violence. La Suisse doit y renoncer immédiatement !

Propos recueillis par Aude Martenot version complète disponible sur notre site [Le rapport #StopDublinCroatie peut être commandé auprès de Solidarité sans frontières \(sosf.ch\)](#)

Manifestation contre les renvois vers la Croatie, Lausanne 1^{er} avril 2023



Stéphane Canetta

NOS AMOURS COMME PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES

Nombre d'essais féministes analysant la manière dont les systèmes de domination influent sur nos rapports amoureux ont été publiés ou ressortis des placards ces dernières années, nous poussant à approfondir nos perspectives amoureuses révolutionnaires.

L'auteurice Costanza Spina écrit dans son article « Nous sommes à l'aube d'une révolution romantique intersectionnelle » que « *S'aimer quand c'est la fin du monde est non seulement possible mais nécessaire, l'amour étant la force ennemie du capitalisme par excellence. [...] L'Amour est donc l'acte de naissance de toute révolution pour plus de liberté et de justice sociale. [...] Malgré le désespoir que les réactionnaires effarés voudraient nous inculper par leurs médias corrompus, nous sommes à l'aube d'une Révolution romantique intersectionnelle. [...] Abdiquer du système, telle est la condition de la révolution de l'Amour. [...] [Il faut] comprendre qu'aimer et prendre soin à l'heure du capitalisme effréné c'est avant tout désobéir sans relâche.* »

L'amour comme sujet révolutionnaire

À mon arrivée dans le militantisme queer, j'ai commencé à réaliser et questionner l'importance de l'amour dans nos luttes. À réfléchir, aussi, mes propres relations, à observer les normes et influences extérieures, personnelles ou systémiques, qui y avaient encore une place sans que je le veuille. Trouver des sources sur ce sujet, pourtant omniprésent dans nos vies, a été compliqué : encore considéré comme sujet « féminin », l'amour n'est visiblement pas assez prestigieux pour être un sujet sociologique à grande échelle. Mais récemment, de nombreux écrits proposant diverses analyses de nos rapports amoureux ont été publiés ou sortis de l'oubli.

Donner sa place à ce sujet dans nos luttes est primordial. Tout d'abord car parmi cette grande variété de récits, il nous faut être légitimes de rappeler que l'utopie

amoureuse est une utopie collective. Elle est un manifeste : nous ne voulons plus de drames, de solitudes, nous ne voulons plus que nos espaces amoureux soient des lieux de souffrance, d'oppression, ou de guerre contre les personnes minorisées.

La révolution romantique a pour base le constat que notre société est un terrain infertile à des amours en dehors de la domination, de par les profondes inégalités structurelles sur lesquelles elle repose, et demande de conscientiser le fait que nos conflits amoureux sont bien souvent liés à des rapports de forces nous dépassant.

Pour une révolution amoureuse intersectionnelle et profonde, nous avons besoin d'argent et de temps : comment prendre soin de nos relations quand nos conditions de vie sont instables et précaires ? Comment partager également nos charges mentales quand l'État capi-

taliste économise en exploitant les femmes, en faisant reposer sur elles le soin de leurs proches ?

Nous avons besoin de temps et d'argent pour nous rencontrer, prendre soin les unes des autres, pour nous aimer. Nous avons besoin de nouveaux modèles relationnels, de nouveaux contrats amoureux. Nous avons besoin de politiques massives de santé publique, d'un accès aux soins égalitaire et abordable pour tous les types de corps ; nous avons besoin de luttes collectives pour des politiques publiques réelles, transformatives et courageuses contre les violences sexistes et sexuelles.

Nous avons besoin d'amours pour faire des révolutions

Dans le militantisme queer, j'ai aussi découvert des espaces qui, constitués d'êtres traumatisés par les violences familiales, institutionnelles, médicales, coloniales

et sexuelles, par la précarité, les parcours migratoires et l'exclusion sociale, étaient pourtant remplis de vie, de puissance, de tendresse : d'amour.

J'y ai réalisé que face à la crise écologique et économique, aux crises sanitaires qui se profilent, à la fascisation des démocraties, à l'extrême droite montante ; face aux inégalités persistantes, aux retours en arrière, à la terreur, à l'oppression, à la mort, nous luttons toujours par amour. Nous luttons par amour de la vie, de la nature, par amour de l'égalité et de la justice, nous luttons pour que le monde que nous laissons à nos enfants soit moins violent et en souvenir de nos ancêtres et de leurs luttes passées. Nous faisons la révolution pour construire un monde à l'image des enfants que nous avons été, où nous pourrions toutes profiter pleinement d'aimer et de vivre.

Ainsi, nous devons réfléchir et mettre en pratique des relations égalitaires, constructives et vivantes, où nos valeurs et émotions sont respectées et où nous n'avons pas besoin de jouer un rôle, car nos luttes ont aussi besoin d'amour pour être révolutionnaires.

Certaines l'ont déjà compris : construire entre nous des liens forts d'amour, d'amitié, de camaraderie et d'adelphité, c'est déjà une manière de résister. C'est créer des espaces de vie nécessaires dans un monde rempli de violence, d'exploitation et de compétition. Des amours qui peuvent être des sources de vies incroyablement riches pour trouver la force et l'espoir de lutter.

svr

Geneva Pride 2023, 20 juin 2023





De nombreuses manifestations contre la vie chère ont eu lieu début août au Nigeria. Kano, 2 août 2023.

International **Nigeria**

UN GÉANT D'ARGILE

Après le coup d'État militaire au Niger, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avait adopté un ton martial, menaçant d'intervenir militairement, sous l'influence du Nigeria. Ce pays a-t-il les moyens d'une aventure militaire en parodiant la France ?

Le Nigeria, État le plus peuplé d'Afrique, se place parmi les premiers producteurs de pétrole. L'exploitation intensive de l'or noir suit la logique extractiviste des compagnies pétrolières et la division mondiale du travail. En retour, les devises obtenues rendent possible l'importation de marchandises manufacturées provenant des principales économies capitalistes, et en particulier des produits alimentaires.

Ainsi, plutôt que de favoriser un développement endogène et agricole, les différents gouvernements, civils ou militaires, s'insèrent dans le marché mondial.

Au passage, ce flux d'exportations et d'importations nourrit des secteurs parasitaires par la corruption et par l'existence d'intermédiaires commerciaux. Les conditions de vie d'une majorité

de la population sont sacrifiées sur l'autel du profit d'une poignée de militaires et de civils, engraisant une bourgeoisie et petite-bourgeoise locale et attachée donc au maintien de ce modèle économique. Cela attise aussi les concurrence au sein de l'appareil d'État, entraînant régulièrement des coups d'État.

Le pétrole coule l'acier

Au Nigeria, une des premières grandes crises va se produire en 1967. L'enjeu est le contrôle du sud-est du pays, riche en pétrole. En arrière-plan, la concurrence entre l'exploitant historique British Petroleum (BP) et le français Elf, chassé des gisements algériens après la déclaration d'indépendance. Soutenue par la France, la sécession du Biafra va causer un conflit horrible. La victoire du gouvernement fédé-

ral se fait au prix de deux millions de victimes essentiellement civiles, résultat d'une terrible famine. BP respire.

Autre exemple de gâchis économique, la construction d'un complexe sidérurgique à Ajaokuta dans les années 70. Édifié par l'Union soviétique, cette gigantesque usine n'a jamais produit l'acier escompté. La mine de fer d'Itakpe au centre du pays était censée alimenter l'usine sidérurgique. L'ancien président Buhari avait promis de la remettre en marche en la confiant à des opérateurs privés. Reflet du parasitisme de cette structure, 68 millions d'euros de salaires auraient été versés aux « employé-e-s » de l'Ajaokuta Steel Company entre 2016 et 2022.

Or, l'État nigérian a déjà dépensé plus de 6 milliards de dollars dans ce projet. Cette priva-

tisation va surtout attirer des re- quins, habitués aux opérations de spéculation financière. Un groupe indien, lié à la famille milliardaire Mittal, recevra une indemnité de 460 millions de dollars en 2022. Ce projet industriel vise à s'insérer dans le marché mondial déjà saturé de l'acier.

Pays riche, nation pauvre

La mauvaise gouvernance vient de provoquer un nouveau chaos : la pénurie de billets de banque. La Banque centrale du Nigeria a introduit de nouvelles coupures au début de cette année, mais n'avait pas la capacité de les imprimer. Donc il était quasi impossible pour la population d'échanger les anciennes coupures pour de nouvelles.

Plutôt que de planifier un nouveau billet, l'ancien président Buhari aurait mieux fait de répartir les richesses du pays. Riche en pétrole, le Nigeria connaît aussi une abondante pauvreté. Entre 80 et 90 millions de personnes (sur une population de 215 millions) vivent avec moins de deux dollars par jour. En 2022, l'inflation faisait s'envoler les prix des produits de base (pain +35 %, riz +20 %, blé +25 %). Cette pauvreté extrême est à l'origine des prélèvements illégaux de pétrole, estimés à 25 % de la production, et de « l'industrie » du kidnapping. Pourtant, la première fortune d'Afrique avec 17,8 milliards de dollars, Aliko Dangote, est citoyen nigérian.

Nouveau président, ancien régime

Conséquence de ce pillage, l'extraction pétrolière est en baisse constante et se trouve maintenant derrière celle de l'Angola et de l'Algérie. Malgré la hausse des cours du pétrole, les recettes se sont réduites, le Nigeria n'arrive pas à produire son quota promis à l'OPEP. La majorité du carburant est importée et massivement subventionnée, pour s'assurer de la paix sociale. Le nouveau président Bola Tinubu vient de supprimer ces subventions afin de réduire le déficit croissant de l'État, dont la dette dépasse les 150 milliards de dollars, déclenchant une nouvelle hausse des prix.

Le projet d'élargissement des BRICS est-il une alternative ? C'est une réponse adéquate pour les intérêts des capitalistes de ces pays. Mais ce type d'économie et de croissance capitaliste ne permet ni de réduire la pauvreté, ni d'atteindre une indépendance économique et de répondre aux besoins futurs des populations.

José Sanchez

MASSACRE SILENCIEUX DANS LE HAUT-KARABAKH

Depuis plusieurs mois, le pouvoir azerbaïdjanais isole le Haut-Karabakh et sa capitale Stepanakert. En privant la population d'approvisionnement, il entend soumettre cette petite région majoritairement arménienne, indépendante de facto depuis la chute de l'URSS. Énième épisode d'un conflit meurtrier, pris dans les intérêts des puissances régionales et des élites locales.

« Aujourd'hui, l'Arménie et le Karabakh sont plus forts que jamais. Mais si le conflit n'est pas réglé dans un délai d'un an ou deux, ils seront considérablement affaiblis. Demain, nous chercherons à obtenir ce qu'aujourd'hui nous rejetons. » En 1997, le président arménien, Levon Ter-Petrossian, prononçait un discours qui se révèle, vingt-cinq ans plus tard, d'une tragique clairvoyance, alors que la population du Haut-Karabakh affronte une crise humanitaire aux conséquences difficiles à prévoir.

Un vieux conflit post-soviétique

Le Haut-Karabakh est un territoire un peu moins grand que le Valais et à peu près aussi montagneux. Il abrite une population très majoritairement arménienne. Mais il appartient *de jure* à l'Azerbaïdjan, depuis une décision du bureau caucasien du parti bolchevik, en présence d'un certain Staline, en 1921. En 1988, la région profite de l'affaiblissement du pouvoir soviétique pour voter son rattachement à l'Arménie. Puis elle s'autoproclame indépendante en 1991, initiant l'une des nombreuses querelles de frontières au sein de l'ex-URSS.

Le premier conflit armé s'étale de 1991 à 1994. Alors que l'Azerbaïdjan tente d'écraser les velléités sécessionnistes de Stepanakert, l'armée arménienne intervient. Non

contente de prendre le contrôle du Haut-Karabakh, elle s'empare de territoires alentour et, au passage, de terres arables et de ressources minières et hydrauliques. C'est une guerre sale : les deux camps s'accusent des pires atrocités. De part et d'autre, les victimes civiles sont nombreuses et les personnes déplacées se comptent en centaines de milliers.

À rebours de plusieurs résolutions de l'ONU, le cessez-le-feu de 1994 entérine les conquêtes arméniennes et nourrit la rancœur

azerbaïdjanaise. Si le discours de compromis de Ter-Petrossian, lui-même longtemps défenseur d'une ligne belliciste, sonne aujourd'hui si juste, c'est que le rapport de force s'inverse ensuite. Fort des dollars glanés grâce au pétrole de la Caspienne, Bakou s'arme et passe à l'offensive en 2020. Les forces azerbaïdjanaises reconquièrent les territoires abandonnés en 1994 et au-delà.

Nettoyage ethnique

Aujourd'hui, le Haut-Karabakh n'est relié à son voisin que par une route serpentant le long du corridor de Latchine, couloir montagneux long de 65 kilomètres. Depuis la victoire azerbaïdjanaise, une force d'interposition russe doit garantir la sécurité de cette voie d'accès mais, en décembre 2022, des activistes venu-e-s d'Azerbaïdjan bloquent le passage. Leurs slogans écologistes laissent vite la place à des drapeaux azerbaïdjanais et des appels à venger les morts azéries : envoyé par Bakou, le groupe entend court-circuiter la communication entre l'Arménie et le Haut-Karabakh, privant celui-ci d'énergie, de carburant et de denrées alimentaires.

L'été 2023, les événements s'accroissent : l'armée azerbaïdjanaise, officiellement pour empêcher des livraisons d'armes, installe un barrage routier – même la Croix-Rouge ne passe plus. Génocide ? Nettoyage ethnique ? On peut ergoter sur les mots, reste que la famine menace la centaine de milliers d'habitants de l'enclave.

À qui profite le crime ?

Le cas du Haut-Karabakh questionne la notion même d'auto-

détermination des peuples. Sa population, majoritairement arménienne, constitue-t-elle un peuple ? Et près d'un demi-siècle de tentative d'assimilation forcée justifie-t-il son aspiration à l'indépendance, à l'instar du Kosovo ?

La réponse est d'autant plus acrobatique que divers acteurs ont des intérêts matériels à voir le conflit s'éterniser. La Russie, alliée historique de l'Arménie, veut garder la main sur le Sud-Caucase – une gageure alors que ses forces se concentrent sur l'Ukraine depuis 2022. La Turquie, qui rêve de débarrasser la région de sa population arménienne, est intervenue dans le conflit de 2020 en faisant transiter des mercenaires pro-turcs de la Syrie vers l'Azerbaïdjan. Le pouvoir ukrainien, qui a de bonnes raisons de défendre le principe de l'intégrité territoriale, soutient l'Azerbaïdjan. Israël, enfin, échange des armes dernier cri contre le pétrole azerbaïdjanais.

Mais les principaux bénéficiaires de cette interminable guerre sont les responsables politiques arméniens et azerbaïdjanais. Ilham Aliyev, qui a hérité du pouvoir de son père en 2003, mobilise le conflit comme un moyen de museler l'opposition. Et côté arménien, le sort du Haut-Karabakh est devenu le seul horizon de la politique intérieure, justifiant la surenchère belliciste et fragilisant le virage démocratique de 2018. En somme, ici comme ailleurs, le pourrissement du conflit sert surtout les marchands d'armes et les élites corrompues se maintenant au pouvoir par la peur.

Guy Rouge

Le cimetière de Stepanakert lors de la guerre de 2020. L'image est tirée du livre *L'Aiglon blessé*, publié en 2021 par le photjournaliste Demir Sönmez (éditions Photography Geneva).





International **Ukraine**

POUR NOTRE ET VOTRE LIBERTÉ. LES ANTI-AUTORITAIRES SUR LE FRONT UKRAINIEN

Après l'invasion de l'Ukraine par Poutine, de nombreux·euses antiautoritaires s'y sont rendu·e-s pour lutter pour la libération de l'Europe de l'Est. Un commandant anarchiste qui combat dans la légion internationale des forces armées d'Ukraine revient sur la contre-offensive, sur l'organisation de l'armée et sur le nationalisme.

Peux-tu te présenter ? Mon indicatif d'appel est Salam. Je suis un anarchiste bélarusse et commandant d'équipage de mortier dans la légion internationale. Il y a plusieurs autres anarchistes dans mon peloton.

Pourquoi la contre-offensive est-elle difficile ? La contre-offensive se poursuit dans les zones où les forces d'occupation se sont retranchées il y a plus d'un an et où elles pourraient se préparer à l'offensive dans un calme rela-

tif. Les troupes ukrainiennes ont de grandes difficultés à franchir cette ligne de défense. Des armes occidentales plus avancées pourraient y contribuer et sauver de nombreuses vies de soldat·e-s ukrainien·ne·s. Mais le nombre d'armes fournies n'est pas suffisant à l'heure actuelle et l'offensive avance donc lentement. En même temps dans la direction de Bakhmout, où je travaille, les succès et la rapidité de l'offensive sont plus élevés. Là, les forces ennemies ont eu moins de temps pour préparer une ligne défensive solide.

Comment s'organisent les relations hiérarchiques au sein de l'armée ?

Officiellement, l'armée est organisée selon le système vertical ordinaire dans lequel les décisions sont prises par les commandants de haut niveau et transmises de haut en bas. Mais la manière dont les relations sont construites directement au sein des équipes peut être très différente de ce système officiel. Dans de nombreux bataillons, compagnies et pelotons, il existe un système d'entraînement plus horizontal, et tous les combattant·e-s sont considéré·e-s comme égaux·elles, quels que soient leur âge, leur expérience dans l'armée et leur grade.

Souvent, à la demande de l'équipe, les gens postulent aux postes de commandants de niveau inférieur. D'après mon expérience personnelle, les unités dotées de cette « démocratie militaire » peuvent être plus efficaces que les unités dotées d'une structure verticale stricte.

Quelle est l'attitude envers le nationalisme dans l'armée ? En général, l'attitude de la société ukrainienne à l'égard du nationalisme est maintenant positive. C'est encore plus vrai pour l'armée. Par exemple, certaines parties portent le nom des combattants de l'État national ukrainien au début du 20^e siècle. Par exemple, la 93^e brigade Kholodnyi Yar.

Pour la plupart des gens, ce nationalisme a un caractère protecteur. Depuis 2014, la société ukrainienne lutte contre l'impérialisme russe, et le nationalisme constitue une tentative de briser l'hégémonie culturelle russe.

Est-il possible d'exprimer librement sa position politique libertaire dans l'armée ? Officiellement, dans l'armée, on ne peut pas du tout exprimer sa position politique. N'importe laquelle. Mais dans la pratique tout est diffé-

rent. Jusqu'à présent, je n'ai entendu aucune histoire où un·e camarade aurait dû faire face à des problèmes en raison de ses convictions.

Là où mes camarades et moi servons, on peut librement porter des symboles anarchistes et antifascistes, discuter avec d'autres combattant·e-s et cela ne pose aucun problème.

Y a-t-il de la propagande envers les troupes russes ?

Naturellement. Il y a plusieurs campagnes pour que les soldats russes se rendent. Un soldat russe peut se tourner vers eux et ils l'aideront à se rendre à l'armée ukrainienne en sécurité relative. Il y a des blogueurs qui filment des interviews de prisonniers russes. Bien sûr, cela se fait volontairement et sans contrainte, afin de montrer aux soldats russes que rien ne menace leur vie et leur santé en captivité.

Récemment, une opération spéciale a été menée, au cours de laquelle un pilote russe a posé son hélicoptère en Ukraine et l'a remis aux troupes. Lui et sa famille ont obtenu l'asile pour cela.

J'ai entendu que de nombreux combattant·e-s libertaires en Ukraine ont déjà combattu en Syrie aux côtés des YPG. C'est vrai.

Au début de la guerre, alors qu'il n'existait encore qu'un seul détachement anti-autoritaire, ce sont des camarades étranger·ère·s ayant une expérience « kurde » qui étaient nos instructeur·ice·s. Mais notre guerre et la leur sont très différentes. Au Rojava, l'ennemi ne disposait pas

de ressources et de capacités aussi énormes, il n'y avait pas une quantité d'artillerie aussi importante, etc.

Comment aimerais-tu voir l'avenir de l'Ukraine ? Une question intéressante, je pense peu à l'avenir de l'Ukraine. Toutes mes pensées sont tournées vers le Bélarus et ce qu'il devrait être après sa libération du régime de Loukachenko.

En tant qu'anarchiste, j'aimerais voir l'Ukraine du futur faire partie d'une fédération planétaire libre. Mais nous sommes encore loin de la révolution mondiale et de la libération complète. Le minimum que je souhaiterais, c'est une Ukraine indépendante qui aurait quitté la zone d'influence de la Russie et n'aurait pas rejoint l'UE ni l'OTAN. L'Ukraine dispose de mouvements populaires puissants, capables d'influencer la prise de décision d'en haut. J'aimerais voir l'Ukraine progresser et décentralisée.

Y a-t-il autre chose que tu aimerais mentionner ? Nous attendons des camarades occidentaux non du *westplaining* et des discussions arrogantes sur la forme dans laquelle cette guerre devrait se terminer. Nous attendons de votre part solidarité et aide. Le peuple ukrainien a le droit de décider lui-même comment et sous quelle forme doit se terminer la guerre dans laquelle il affronte héroïquement un immense empire sans âme.

Nous aimerions tou-te-s ici que les camarades occidentaux cessent de croire aveuglément aux récits de la propagande russe que nos ennemis diffusent, y compris à travers les organisations de gauche et les médias. La prochaine fois que vous déciderez de répéter le mythe sur la junte d'extrême droite à Kiev, regardez le succès électoral des partis d'extrême droite en Ukraine et, par exemple, en Allemagne.

Comment peut-on aider ? Par la diffusion d'informations véridiques sur la situation en Ukraine et l'assistance directe sur le terrain. Le plus simple est de soutenir financièrement les Collectifs de Solidarité. C'est un réseau de bénévoles qui aide les anti-autoritaires de gauche dans la guerre et les civils touchés par cette guerre.

Propos recueillis par **Rebecca Mathieu**

Pour soutenir les Collectifs de Solidarité :
→ solidaritycollectives.org

International **Russie**

LES PREUVES NE SONT PAS NÉCESSAIRES POUR RÉPRIMER SOUS POUTINE

Depuis quelques années, la persécution sous des affaires fabriquées s'est intensifiée en Russie. Les accusations de terrorisme et les longues peines, fondées sur des aveux obtenus par la torture, ne sont pas rares à l'encontre de militant·e·s de la gauche. Les membres de l'équipe de soutien des accusés dans l'affaire des antifascistes de Tioumen témoignent.

Quand la persécution des antifascistes a-t-elle commencé ? La Russie est depuis longtemps devenue un lieu dangereux pour tous les individus ayant des principes et des idées de gauche : des antifascistes, des anarchistes, des militant·e·s

des droits humains et même des avocat·e·s qui ne sont pas d'accord avec ce qui se passe et qui veulent se battre pour la liberté de celles et ceux illégalement accusé·e·s sous des articles politiques. L'une des premières affaires très médiatisée

similaire à la nôtre a été l'affaire des anarchistes « Réseau » en 2017.

Par la suite, le nombre de prisonniers·ères politiques a commencé à augmenter systématiquement d'année en année. Nous ne voulons pas dire que tout a commencé avec l'affaire « Réseau », la persécution a commencé bien plus tôt. Mais, après la condamnation injustifiée des antifascistes dans cette affaire, les forces de « l'ordre » ont pris conscience de leur impunité. Aujourd'hui, l'État poursuit une politique d'intimidation, tuant dans l'œuf toute libre-pensée et tout désaccord. Et il n'est absolument pas nécessaire d'avoir des convictions radicales et de s'engager dans un militantisme ouvert pour aller en prison. En témoigne le grand nombre de nouvelles lois et d'affaires pénales qui surviennent après le début de la guerre, l'affaire de Tioumen ne fait pas exception.



Nikita risque l'emprisonnement à vie



Roman, l'un des militants emprisonnés

Pourquoi l'affaire de Tioumen a-t-elle été fabriquée ? Entre le 30 août et le 1^{er} septembre 2022, Kirill Brik, Deniz Aidyn, Yuri Neznamov, Danil Chertykov, Nikita Oleinik et Roman Paklin ont été arrêtés dans trois villes. Les forces de sécurité affirment avoir saisi des explosifs sur Kirill et Deniz lors de l'arrestation. À l'heure actuelle, tous les six ont été inculpés d'« organisation d'une communauté terroriste et participation à celle-ci ».

Nikita est le seul à connaître les cinq accusés, c'est pourquoi l'enquête a fait de lui un « leader » →

Les autres se connaissaient indirectement : certains étaient amis depuis longtemps, d'autres ne s'étaient jamais rencontrés du tout. Nikita risque jusqu'à trente ans voire l'emprisonnement à vie, les autres jusqu'à quinze ans.

Cette affaire a été fabriquée pour intimider les citoyen·ne·s. De plus, « dévoiler un groupe terroriste » aide certains policiers à gravir les échelons de carrière à la vitesse de l'éclair. Comme l'affaire « Réseau », celle de Tioumen se base uniquement sur les aveux sous la torture physique et psychologique des six détenus.

L'arrestation est-elle liée à la montée de la répression après le début de la guerre en Ukraine ? Oui, sans aucun doute. Dans les documents accusatoires, l'enquêteur a écrit la supposée motivation des gars : créer une (inexistante) « organisation terroriste » prétendument conçue pour renverser le gouvernement et commettre un sabotage anti-guerre sur le territoire de la Russie.

Selon le ministère de l'Intérieur, les jeunes allaient faire exploser les bureaux d'enregistrement et d'enrôlement militaires, les services de police et les chemins de fer utilisés par les trains transportant du matériel militaire se rendant en Ukraine. En fait, c'est une excuse commode pour mettre nos amis derrière les barreaux, car l'issue des cas liés à la guerre est connue.

L'enquête dure depuis un an maintenant et pas un seul élément de preuve, hormis des témoignages sous torture, n'est encore apparu dans l'affaire. Maintenant, il n'est absolument pas nécessaire d'être radical pour aller en prison. N'importe qui peut être le prochain.

Ont-ils été torturés ? Tous les accusés dans l'affaire ont été soumis à des tortures. Ils ont été battus avec des décharges électriques, étouffés avec des sacs plastique, menacés de viol avec une vadrouille. Yuri a dit plus tard à l'avocat qu'il était obligé de signer sur des feuilles vierges : les agents ont menacé de placer des explosifs avec ses empreintes sur ses proches. Il a été forcé de chanter des chansons nationalistes et, après chaque décharge électrique, de crier qu'il aimait Poutine. La commission d'enquête n'enquête pas sur ces tortures.

Que faisaient les accusés avant l'arrestation ? Tous les six sont anarchistes et antifascistes.

Danil est l'un des meilleurs vétérinaires d'Ekaterinbourg, spécialisé en chirurgie orthopédique.

Avant son arrestation, il a travaillé dans deux cliniques vétérinaires. Comme spécialiste de premier plan dans le domaine de la chirurgie vétérinaire, il a constamment assisté à des conférences scientifiques et maîtrisé les technologies modernes en chirurgie et en endoscopie. Il n'a jamais refusé de l'aide et n'a jamais rien demandé en retour, et son rire sincère peut toujours désamorcer même l'atmosphère la plus tendue.

Deniz organisait des mariages. Il mène une vie saine et fait du sport. Il joue magistralement de la guitare et était donc très demandé dans divers groupes musicaux. Il protège toujours les faibles, se rapporte chaleureusement aux animaux. Dans un moment difficile, il pouvait venir à l'autre bout de la ville pour t'aider.

Kirill a beaucoup travaillé dans un atelier de réparation automobile, a toujours répondu aux demandes d'aide. Il a participé activement au développement de la scène musicale de la ville de Tioumen et écrivait de la musique électronique. Depuis décembre 2022, il ne répond plus aux lettres d'amis·e·s. Nous craignons que, sous la pression, il ait conclu un accord préalable au procès.

Yuri est un athlète. Très optimiste, il plaisante beaucoup et ne perd jamais sa bonne humeur. Il fait de la boxe thaïlandaise et étudie les technologies de conception graphique. Il est un designer indépendant talentueux. Ses amis·e·s proches confient qu'il est une personne gentille et modeste.

Roman est un végétarien et un sportif, très modeste. Il travaillait dans une grande entreprise comme mécanicien automobile. En prison, Roma écrit de la poésie, s'intéresse au yoga, aux pratiques spirituelles et à la psychologie.

Nikita est un *straight edge* et végétarien, très intelligent et toujours fidèle à ses principes. Il rêve de devenir chirurgien. C'est une personne dotée d'un grand sens de la justice, toujours prête à aider.

Boris Kagarlitsky était un dissident de gauche depuis les années 70 et a été emprisonné en 1982 par les autorités soviétiques. Il est ensuite devenu l'un des principaux intellectuels de gauche en Russie. Pourquoi a-t-il été incarcéré en juillet dernier sous des accusations de justification de terrorisme ? C'est un moment très propice pour mettre en prison en toute impunité et illégalement. Des dizaines de mise en détention ont lieu chaque jour, plus personne ne s'étonne, tout le monde est habitué à vivre dans une tension constante.

Le nombre de prisonniers·ères politiques augmente chaque jour et la société n'a pas le temps de se remettre d'une détention très médiatisée, car une autre se produit juste là. Les accusations de terrorisme sont devenues une sorte d'« articles du peuple ». L'expérience montre que la preuve dans ce cas n'est pas nécessaire, et les peines sont longues.

Comment aider les prisonniers·ères politiques ? L'aide la plus efficace aux prisonniers·ères politiques est matérielle. Nous croyons qu'un·e avocat·e consciencieux·euse a le pouvoir de changer le cours d'une affaire, même à notre époque. Un·e avocat·e honnête est capable de prévenir ou d'arrêter la torture, de s'assurer que les droits du ou de la prisonnier·ère à l'intérieur du centre de détention sont respectés,

et si le·a prisonnier·ère n'est pas libéré·e, alors au moins réduire la période de sa captivité. Un·e avocat·e est un lien entre un·e détenu·e et sa famille, ses amis, et par conséquent, un soutien inestimable qui aide à ne pas se décourager et à continuer le combat pour la justice.

L'état mental du ou de la prisonnier·ère et son état émotionnel sont également des facteurs déterminants dans ce combat difficile. Si une personne désespère et reste toute seule avec ses expériences et ses problèmes, il sera presque impossible de l'aider. Il faut soutenir les prisonniers·ères politiques de toutes nos forces, leur montrer qu'ils ne sont pas seul·e·s, que nous ne sommes pas indifférent·e·s, donc des lettres régulières et des mots de soutien sont aussi très importants.

Propos recueillis par Rébecca Mathieu



Danil, Deniz et Yuri

UNE LUTTE SANS TRÊVE

Du 14 au 18 août dernier, France Culture diffusait une série des grandes traversées consacrée à Angela Davis.

Quatre épisodes pour (re)découvrir cette militante et philosophe féministe noire, membre du parti communiste des États-Unis dès la fin des années 60 et des Black Panthers.

Elle grandit à Birmingham, Alabama, dans les années 40; sur la colline dite de Dynamite Hill, nommée ainsi en raison des attentats à la bombe commis par des membres du Ku Klux Klan sur les maisons des familles noires.

Dès son enfance, elle est frappée par les discriminations et les violences, qui structurent la vie des communautés noires, et trouve dans les écrits marxistes une explication aux structures de la domination raciale. Adolescente, elle quitte les États-Unis pour l'Europe, où elle suit les enseignements des philosophes marxistes de la théorie critique, avant de revenir dans son pays natal, en Californie, pour participer aux mobilisations pour les droits civiques à la fin des années 60.

Elle devient alors l'un des fers de lance et une figure de la lutte pour la liberté et la dignité des noir·e·x·s dans le pays. Elle va notamment ouvertement revendiquer le droit à l'autodéfense et à la violence et subit en retour les persécutions du gouvernement californien. En août 1970, elle figure sur la liste des dix personnalités les plus recherchées par le FBI. Des armes enregistrées à son nom ont été identifiées comme ayant servi à la tentative de kidnapping d'un juge fédéral par Jonathan Jackson, un militant noir dont le frère – membre des Black Panthers – est emprisonné depuis de nombreuses années à la prison de Soledad.

Elle est arrêtée en octobre 1970 et inculpée pour meurtre et tentative d'enlèvement. Davis passe seize mois en prison avant son procès et acquittement, une période qui dessine les prémices de son engagement anti-carcéral et durant lesquels des comités pour sa libération et celle de tou·te·s les prisonniers·ères politiques s'organisent aux quatre coins du pays et à l'international.



Stephen Shames

Angela Davis lors d'un meeting pour la libération de Huey P Newton, cofondateur du Black Panther Party, Oakland, 12 novembre 1969

Un boussole politique

En liant le parcours d'Angela Davis au contexte social et politique de son époque, ce podcast donne à voir la radicalité et le courage de l'engagement sans relâche de la philosophe. On l'entend notamment insister sur l'importance de l'organisation collective et sur la nécessité de penser ensemble les oppressions raciales, patriarcales et de classe.

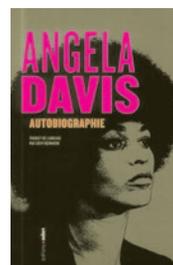
Des années 60 à nos jours, la pensée de Davis a servi et sert encore de boussole politique pour de nombreux·ses militant·e·x·s féministe·x·s, antiraciste·x·s et anticapitaliste·x·s. Diffusé quelques semaines après la polémique initiée en France par la décision de

Valérie Pécresse – présidente de la région Île-de-France – de renommer un lycée qui portait le nom de Davis, il nous rappelle également la nécessité de ne jamais baisser la garde face aux adversaires de notre camp social et politique.

Noémie Rentsch

« Qui a peur d'Angela Davis? », *Les Grandes Traversées*, France Culture, disponible sur l'application Radio France

À lire



Angela Davis, *Autobiographie*, Bruxelles, Éditions Aden, 2013

MARXISME NOIR ENFIN TRADUIT EN FRANÇAIS

Les éditions Entremonde ont publié la traduction française de l'ouvrage classique de Cedric James Robinson *Marxisme noir. La genèse de la tradition radicale noire*, initialement paru en 1983. Cette traduction tardive témoigne de la difficulté des mouvements intellectuels et politiques francophones de gauche à se saisir de la question raciale et coloniale et à appréhender les rapports sociaux de race dans une perspective matérialiste.

L'ouvrage, qui revient sur les liens existants entre traditions marxistes et courant du radicalisme noir (appréhendé au travers de trois figures : W.E.B. Du Bois, C.L.R James et Richard Wright), est principalement connu pour son analyse du développement du capitalisme, conduisant Robinson à parler de capitalisme racial.

La spécificité de sa thèse consiste à montrer qu'une forme de racialisation des rapports sociaux – ce qu'il nomme le *racialisme* – existait déjà dans les sociétés européennes précapitalistes. Dès lors, loin de ne constituer qu'une stratégie de division des classes laborieuses ou un discours idéologique accompagnant les dépossessions et violences coloniales, le racisme apparaît comme constitutif de l'ordre capitaliste naissant et comme un phénomène proprement européen.

Comme le souligne Selim Nadi dans sa préface à l'édition francophone, ce débat historiographique n'est pas sans conséquence pour les stratégies construites par les mouvements émancipateurs, notamment concernant les liens parfois houleux entre mouvements ouvriers européens et mouvements anticoloniaux.



Cedric Robinson, *Marxisme noir. La genèse de la tradition radicale noire*, Genève, Entremonde, 2023

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidaritéS

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).
C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

424

1 09
2023

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150

3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 **Vaud**
Produisons moins. Partageons plus. Décidéons ensemble

4 **Genève**
On n'a plus le temps, créons le changement!

5 **Neuchâtel**
Produire moins. Partager mieux. Décider ensemble

6-7 **Féminisme**
Femmes dans l'armée: égalité ou domination ?
La crise climatique au secours de l'armée

8 **Racisme**
#stopDublinCroatie: une lutte collective pour la dignité et le droit de circuler

9 **Queer**
Nos amours comme perspectives révolutionnaires

10 **International**
Nigeria: un géant d'argile

11 **International**
Massacre silencieux dans le Haut-Karabakh

12 **International**
Pour notre et votre liberté. Les anti-autoritaires sur le front ukrainien

13-14 **International**
Russie: les preuves ne sont pas nécessaires pour réprimer sous Poutine

15 **À écouter**
Angela Davis: une lutte sans trêve
À lire
Marxisme noir en français



Dessin de soutien à l'anarchiste russe Yuri Neznamov accusé avec cinq autres de terrorisme dans le cadre de l'affaire de Tioumen. Sur l'une des copies du procès-verbal de son interrogatoire, Yuri a laissé une marque SOS. Voir l'entretien en page 13.